



Crise économique : Les organisations syndicales internationales présentent au G20 un plan de relance et de réformes

Communiqué de presse sous EMBARGO jusqu'au 13 novembre 2008

Les dirigeants syndicaux des pays du G20 présenteront un plan global de relance de l'économie mondiale lors de rencontres avec des dirigeants mondiaux à Washington DC à la veille du sommet sur la crise financière organisée par le gouvernement américain le 15 novembre. Une délégation syndicale de haut niveau discutera de ce plan avec le Directeur exécutif du FMI Dominique Strauss-Kahn, le Président de la Banque Mondiale Robert Zoellick et les chefs de gouvernement des pays du G20.

Les organisations syndicales à travers le monde appellent à une série de mesures à prendre immédiatement pour écarter les risques d'une longue et douloureuse récession mondiale et pour réformer en profondeur l'organisation de l'économie mondiale, tournant ainsi le dos à des années de déréglementation qui ont mené à la crise actuelle. Un nouveau départ est nécessaire pour le développement et pour l'emploi décent, tout comme un accord sur un *Green New Deal* pour lutter efficacement contre le changement climatique. Les propositions syndicales sont développées en détails dans un programme de relance et de réformes intitulé « Déclaration de Washington » :

http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/03/66/document_doc.phtml

Pour John Evans, Secrétaire général du TUAC-OCDE « Il faut agir sans délai pour relancer l'économie mondiale et stimuler l'emploi. Les gouvernements doivent se préparer à poursuivre la baisse coordonnée des taux d'intérêts et engager des investissements massifs dans les infrastructures, l'éducation et la santé pour aider à stimuler la croissance de la demande et renforcer les services publics. Ces initiatives doivent être accompagnées de mesures fiscales et budgétaires pour soutenir le pouvoir d'achat des salariés à faible et à moyen revenus et d'actions concrètes pour l'investissement dans les biens et les services 'verts' permettant de faire face au changement climatique ».

La CSI et le TUAC co-organisent un sommet syndical qui aura lieu au siège social de la centrale syndicale américaine AFL-CIO à Washington DC.

Pour Guy Ryder, Secrétaire général de la CSI « le résultat des élections américaines est révélateur d'un rejet partout dans le monde d'une certaine idéologie fondamentaliste de droite qui a permis à une fraction de la population de s'enrichir sans limite, alors que les inégalités et l'insécurité économique se répandent, le processus de développement a calé, et le monde se trouve au bord d'un désastre économique. Des dizaines de millions de travailleurs doivent faire face à la perte de leur emploi, un nombre croissant tombe dans la pauvreté, les femmes

étant les plus touchées ». Selon Guy Ryder « l'heure est au changement complet de direction, c'est ce que nous défendrons auprès des gouvernements, et notamment aux Etats-Unis d'Amérique auprès de la nouvelle administration Obama ».

Outre des actions immédiates pour stimuler l'économie mondiale, les organisations syndicales proposent un paquet de mesures réglementaires pour une gouvernance de l'économie mondiale donnant un rôle de poids à l'OIT en lien avec sa nouvelle Déclaration sur la Justice Sociale. Les principaux éléments de ce paquet sont :

- une meilleure redevabilité des banques centrales ;
- une réglementation des fonds d'arbitrage *hedge funds* et de capital-investissement *private equity* ;
- une surveillance renforcée des banques et des conglomérats mondiaux ;
- la réforme et le contrôle de la rémunération des dirigeants et de la distribution des bénéfices de l'entreprise ;
- la taxation des transactions financières internationales ;
- la réforme du secteur de la notation du crédit ;
- la fin des paradis fiscaux ;
- la protection contre les prêts abusifs ;
- des politiques actives en faveur du logement et des services financiers solidaires.

La déclaration de Washington porte aussi l'attention sur la situation désespérée des pays les plus pauvres où l'impact du ralentissement mondial se fera le plus ressentir. Elle exhorte les pays riches à respecter les objectifs internationaux d'aide au développement et la réalisation des objectifs de développement du millénaire des Nations Unies. Elle exhorte aussi à agir pour un accès abordable des plus démunis aux produits de première nécessité, à commencer par les produits alimentaires.

La Déclaration établit une plate-forme du mouvement syndical international pour une nouvelle gouvernance de l'économie mondiale. Celle-ci ne doit pas se limiter aux marchés financiers et aux flux monétaires. La nouvelle structure doit résoudre les énormes failles du système actuel et faire en sorte que les économies émergentes et les pays en développement aient leur place légitime au cœur du processus de décision politique. L'emploi décent doit être un objectif principal de cette nouvelle approche : la création d'emploi, les droits fondamentaux des salariés, la protection sociale et le dialogue social doivent être au cœur d'un renversement de tendance à l'inégalité généralisée qui est à l'origine de la crise actuelle. Les syndicats ont un rôle précieux à jouer dans l'élaboration des nécessaires réformes internationales. A ce titre la Déclaration appelle les gouvernements à assurer leur pleine et entière participation dans les discussions à venir.

Pour Guy Ryder « au cours des trente dernières années les gouvernements ont eu beau jeu de s'affranchir de leur propre responsabilité de réguler les marchés ou de faire en sorte que les firmes multinationales respectent les normes internationales des droits salariés. Un retour au premier plan à l'action gouvernementale sera bien plus difficile à faire, car chaque gouvernement ne pourra faire cavalier seul. L'heure est à l'action coordonnée pour restaurer une réglementation appropriée pour que les marchés soient au service des populations ».

La Confédération Syndicale Internationale (CSI) représente 168 millions de travailleurs dans 155 pays et territoires et compte 311 organisations affiliées. <http://www.ituc-csi.org>
<http://www.youtube.com/ITUCCSI>
ITUC Press Department: +32 2 224 0204 ou +32 476 621 018 ou press@ituc-csi.org

La Commission Syndicale Consultative (Trade Union Advisory Committee - TUAC) est l'interface entre les syndicats et l'OCDE. Le TUAC regroupe 56 centrales syndicales affiliées dans les trente pays industrialisés de l'OCDE, représentant environ 60 millions de travailleurs. www.tuac.org & youtube.com/TUACSecretariat
TUAC Secretariat: +33 1 55 37 37 37 ou tuac@tuac.org